

paraît, disent les *Débats*, que le gouvernement français, informé que l'Angleterre allait reconnaître officiellement la république, a voulu, par cette nomination, manifester son désir d'établir des relations désormais officielles entre les deux pays.—*L'Assemblée nationale*.

Dublin, lundi soir [par le télégraphe électrique.]

—Il y a eu un mouvement insurrectionnel près d'Abbey Feale. On croit qu'il est dirigé par O'Gorman. Lord Hardinge est parti pour Kilkenny. Le général Macdonald a transporté son camp de Turles à Limerick. Le docteur West, le docteur M. Carron et MM. Meany et Brennan, sont sous la prévention de haute trahison. De nombreuses arrestations ont été faites à Waterford et dans d'autres endroits. La division du général Macdonald a reçu l'ordre de se rendre par le chemin de fer à Limerick et de là dans le comté de Clare, où l'on s'attend à un soulèvement. Les tentes ont été enlevées et tous les préparatifs du départ faits en une heure. On dit que cette colonne doit opérer contre Abbey Feale où O'Gorman est à la tête d'une force d'insurgés.

[Globe.]

INTERVENTION DE LA FRANCE ET DE L'ANGLETERRE En Italie.

M. Reizet, chargé d'affaires de la République en Italie, s'est rendu le 2 août au quartier général de Radetzki; lord Abercromby s'est également rendu auprès du général autrichien après avoir eu une longue conférence avec le roi Charles-Albert. De là est née l'opinion générale que l'intervention diplomatique était commencée d'accord entre les deux grandes puissances. Cette opinion a été changée en certitude par la déclaration de lord Palmerston dans la séance du 7 août.

M. Howard ayant demandé au secrétaire d'Etat des affaires étrangères si le gouvernement de la reine, soit isolément, soit de concert avec ses alliés, avait l'intention d'offrir sa médiation pour pacifier le nord de l'Italie, le noble lord a répondu :

« Le gouvernement de S. M. comprend parfaitement l'importance de mettre, s'il

« est possible, un terme à la guerre d'Italie. « Le gouvernement français partage la « même opinion, et j'ai la confiance que « les deux gouvernements réussiront à faire « accepter leur médiation par l'Autriche et « par la Sardaigne. »

Il y a une variante entre cette version, qui est celle du *Standard*, et celle donnée par le *Sun*. Selon ce dernier journal, lord Palmerston aurait dit :

« ... Le gouvernement de la reine a l'intention de faire des démarches, d'accord « avec la France, je l'espère, pour arriver

« à mettre un terme à cette guerre. »

On voit qu'ici l'accord avec la France est présenté simplement comme un espoir, tandis que dans l'autre version le ministre anglais dit : « Le gouvernement français partage la même opinion ; et ajoutez : J'ai la confiance, etc. »

Nous avons exposé nos idées sur les bases qui pourraient être données à cette médiation, et même sur les combinaisons à adopter pour vaincre la résistance de l'Autriche. Maintenant que l'action diplomatique est commencée, nous la laisserons se dérouler en évitant toute discussion prématurée et propre seulement à causer des embarras au gouvernement, qui a besoin de l'accord de tous les bons citoyens pour peser de tout le poids de la France dans la balance européenne.—(*Siccle*.)

Toscane.

Les troubles qui s'étaient élevés à Livourne et à Florence sont apaisés, grâce à la popularité dont jouit à juste titre le grand-duc, ainsi qu'à la démission offerte par le cabinet et acceptée par le prince.

La loi de mobilisation de 10,000 volontaires, votée par le conseil général (chambre des députés), a été adoptée le 31 par le sénat.

Ce jour même le vapeur *Giglio* est parti pour Toulon, où il va chercher les 15,000 fusils cédés par la France aux conditions suivantes : un tiers payé comptant, un tiers dans trois mois, un tiers neuf mois après l'époque de la livraison.

Dans les deux chambres on s'est vivement enquis auprès des ministres des dispositions de la France. A la question si le gouvernement toscan avait réclamé l'intervention française, le ministre des affaires étrangères a répondu : « Les meilleures relations existent entre la Toscane et la France, mais ce gouvernement été n'ayant officiellement reconnu que depuis quelques jours, des négociations ne pouvaient déjà être entamées. Cependant la France a la plus grande sympathie pour l'Italie, particulièrement pour la Toscane. »

Canada.

Il se manifeste au Canada un mouvement de plus en plus prononcé contre l'Angleterre, et le *Globe* de Londres dit avec raison que si la moitié de ce qu'on rapporte est vrai, il est temps que la Grande-Bretagne avise aux moyens d'empêcher le Canada d'imiter le Texas. Voici les faits que publie ce journal :

« Le 23 juillet, dans une réunion d'une société dite de l'Union républicaine irlandaise, tenue à New-York, J. O'Connor qui avait fait dernièrement un voyage au Canada, avec mission de la société, a fait un rapport. Il avait trouvé au Canada des dispositions favorables à une révolte contre

le gouvernement anglais. Il prétend avoir été reçu parfaitement par le colonel Gubce, adjudant général de la province du Bas-Canada. Tout le monde lui disait que ce serait un jour heureux que celui où le Canada serait incorporé aux Etats-Unis. Sur les 10,000 hommes de troupe qui sont au Canada, c'est tout au plus, a-t-il dit, si 3,000 prendraient fait et cause pour l'Angleterre. L'invasion du Canada serait une bonne et facile chose, et les Etats-Unis feraient bien d'organiser deux armées d'invasion : l'une contre le Canada et l'autre contre l'Irlande.

« Une adresse que publiée la commission de cette société [J. O'Connor est un des commissaires] contient le passage suivant : La présence d'une armée dans le Nouveau-Monde (l'armée anglaise du Canada) représentant et soutenant la tyrannie de l'ancien monde, est une monstruosité qu'il faut faire disparaître. Les populations canadiennes se rappelant tout ce qu'elles ont souffert de la perfide aristocratie de l'Angleterre, nous ont déclaré être disposées à secouer leur joug immédiatement. »

[*Siccle* du 9 août.]

Haïti.

On écrit de Cayes, 4 juillet, au *Morning Herald* :

« Lile est en proie à une déplorable anarchie, les exécutions sont à l'ordre du jour. Tous les officiers supérieurs de la république ont été changés ; beaucoup ont été décapités, et leurs têtes ont été exposées. La dévastation des propriétés a lieu impunément sous les yeux du pouvoir exécutif. Il est certain que les noirs ont été poussés à ces cruelles représailles par les traitements les plus iniques. Les villes de Marigonne, Aquin, Saint-Louis et Cavaillon se sont rendues après quelques résistances. Dans la dernière ville il a été tué 242 personnes. Les généraux ont été décapités. Le président a été ici six semaines avec son état-major et 4,000 hommes de troupe. Il est allé faire une tournée dans le sud. Les négociants étrangers sont respectés jusqu'à un certain point, mais on craint le pillage. Les postes officiels sont vendus au plus offrant. On ne sait pas comment l'indemnité française pourra être payée l'année prochaine. La guerre avec une puissance européenne civilisée serait aujourd'hui un bonheur. »

Cette situation ayant inspiré de justes craintes aux anglais, la conversation suivante s'est établie dans les communes, séance du 7 août :

M. GLADSTONE. A-t-on pris des mesures pour protéger la vie et les biens des sujets anglais à Haïti pendant les troubles qui ont régné dans cette île ?

LORD PALMERSTON. Des instructions ont été données à un amiral commandant